

Relever le défi

L'épidémie du VIH/SIDA est devenue un problème majeur de santé publique et de développement à travers le monde et en particulier en Afrique sub-saharienne. Saura-t-on éviter la catastrophe face au rythme de progression actuel de l'épidémie en Mauritanie? Lorsque les premiers cas de SIDA ont été déclarés en Mauritanie en 1987, il n'y avait pas encore une prise de conscience des dangers du phénomène aussi bien au niveau des pouvoirs publics que de la population. La lutte était pilotée par le ministère de la santé à travers, le programme national de lutte contre le SIDA, qui se contentait de petites activités ponctuelles en l'absence d'un cadre stratégique.

Toutefois, l'un des grands acquis de cette première décennie aura été l'implication des autorités religieuses dans le combat contre le fléau.

Il y a peu de données sur l'épidémie du VIH/SIDA en Mauritanie. Néanmoins, les quelques données disponibles montrent que celle-ci est en plein essor. Si les taux de prévalence sont actuellement faibles par rapport aux pays voisins, leur évolution récente témoigne d'une très vive extension de l'épidémie.

Les premiers cas de SIDA en Mauritanie ont été enregistrés, il y a dix huit ans. Dix ans plus tard, le nombre de personnes infectées était estimé à près de 5700. Cinq ans plus tard (en 2002), leur nombre aura probablement doublé. Dans les régions où

l'épidémie progresse le plus, Nouadhibou, Rosso et Néma, le taux moyen de prévalence atteint ou dépasse 1%, taux que connaissait par exemple l'Afrique du Sud il y a treize ans (aujourd'hui 29%). Ces taux sont de 0,7% à Sélilaby et 0,3 à 0,4% à Nouakchott, Zouérate et Kaédi. De 0,8% à Kiffa, ce taux a chuté en 2005 à 0%. Ces données sont corroborées par le suivi de la séropositivité chez les donneurs de sang et les femmes enceintes, autrement dit, selon le jargon des spécialistes, le principe de la surveillance sentinelle.

Ces moyennes, actuellement basses comparées à celles d'autres pays, dissimulent des situations plus inquiétantes: les jeunes séropositives de la tranche d'âge 17-25 ans sont deux fois plus nombreuses que celles de la tranche au-dessus (26-30 ans), signe d'une récente et forte expansion de la maladie. Les moyennes de 1% masquent des prévalences nettement plus fortes dans les groupes à risque, selon une mission d'identification du projet multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA et les maladies infectieuses. Concernant les facteurs spécifiques favorisant l'expansion du virus, les données disponibles montrent que l'épidémie se développe en premier lieu dans les zones de communication avec l'extérieur (Nouadhibou, Rosso et Néma) et celles de forte émigration (Kiffa, Sélilaby). Le rapport de l'ONU SIDA de 1998 indique, en outre, les facteurs spéciaux suivants:

- Jeunesse de la population: dislocation du tissu social traditionnel à la suite de la sédentarisation des nomades et l'urbanisation explosive déclenchées par la sécheresse.

- Affaiblissement consécutif du rôle de la cellule familiale: pauvreté de la population dont plus de la

moitié vit en dessous du seuil de pauvreté, poussant certaines personnes à adopter des comportements à risque, surtout dans les zones périurbaines pauvres.

- Importance des migrations, notamment dans d'autres pays d'Afrique, facilitées par la culture nomade et les traditions commerçantes de la population mauritanienne.

- Manque de sécurité des soins, particulièrement obstétricaux et dentaires, fournis dans les structures de santé.

Face à la progression de l'épidémie, on a enregistré l'implication positive des autorités religieuses pour clarifier la dimension spirituelle du sujet, permettant la levée du tabou relatif au SIDA, clarifiant ainsi les devoirs des musulmans vis-à-vis de la maladie, tant au plan de sa prévention que de la considération des porteurs du virus, créant les conditions d'une information ouverte de la société sur le VIH/SIDA, y compris dans les mosquées et ouvrant ainsi la voie à une collaboration efficace entre docteurs des âmes et docteurs du corps.

Le cadre stratégique national de lutte contre le SIDA (2003-2007) constitue une feuille de route de tout ce qu'il y a à faire dans ce domaine. L'un de ses fondements est l'ancrage institutionnel de la lutte contre le SIDA qui dépend depuis quelques années du Comité national de lutte contre le SIDA, présidé par le Premier ministre.

Le programme initié en 1990 se transforme du coup en Secrétariat exécutif national de lutte contre le SIDA. Le cadre stratégique permettra également de traduire la multisectorialité dans les faits.

THAM MAMADOU